

ANNALES
UNIVERSITATIS MARIAE CURIE-SKŁODOWSKA
LUBLIN — POLONIA

VOL. XIX, 5

SECTIO H

1985

Zakład Historii Gospodarczej i Myśli Ekonomicznej
Wydziału Ekonomicznego UMCS

Anna GOLEC

**La problématique économique
dans les programmes des partis paysans en Pologne (1918—1939)**

Problematyka ekonomiczna w programach stronnictw chłopskich w Polsce
(1918—1939)

Экономическая проблематика в программах крестьянских партий в Польше
(1918—1939)

Pendant la période de l'entre-deux-guerres, de nombreux groupements et partis paysans naissaient et agissaient à la campagne polonaise.¹ D'une part, la désintégration du mouvement populaire causait une grande variété de conceptions de programme, mais de l'autre, elle rendait difficile la collaboration et la rédaction du programme paysan homogène. Ce phénomène fut étroitement lié à la générale situation sociale, politique et économique du pays, se caractérisant par le manque de stabilisation.²

Les difficultés économiques, surgissant de l'asservissement de longue durée de la Pologne, furent aggravées par la grande crise économique mondiale, à un déroulement particulièrement aigu en Pologne. Les problèmes sociaux, surtout le chômage, s'unirent aux problèmes économiques du pays. La résolution de la question économique et sociale nécessita de radicales réformes.

¹ Voir: Borkowski J., Kowal J., Lato S., Stankiewicz W., Więzikowa A.: *Zarys historii polskiego ruchu ludowego 1918—1939* (Abrégé de l'histoire du mouvement populaire polonais 1918—1939). T. II, LSW, Varsovie 1970.

² Zieliński H.: *Historia Polski 1864—1939* (Histoire de Pologne 1864—1939). PWN, Varsovie 1968, p. 221.

Dans les années 1918—1939, la Pologne fut un pays agricole. Environ 80% de la population du pays demeuraient à la campagne. Le rabougrissement des exploitations agricoles et la prolétarianisation de la campagne furent des processus négatifs.³ Pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, le nombre d'exploitations agricoles augmenta de plus de 30%. Dans la structure de la propriété agricole, c'étaient les petites exploitations de moins de 5 hectares qui dominaient. Les domaines fonciers (de plus de 50 ha) étaient peu nombreux, mais ils embrassaient relativement beaucoup de terrains (environ 25% du territoire agricole).⁴

Le processus du morcellement des exploitations agricoles fut accompagné de l'accroissement du nombre de gens privés de travail à la campagne. Le plus grand surpeuplement se laissait voir au centre et au sud de la Pologne (évalué à environ 39—53% de toute la population rurale active dans l'agriculture)⁵. L'émigration économique constante et saisonnière faisaient diminuer partiellement une pression sur le marché du travail. Pourtant, elles n'influençaient pas décisivement la diminution du surpeuplement devenu, surtout pendant la période de la grande crise économique mondiale, un grave problème social.

Les difficultés économiques de la plupart des propriétaires des petites exploitations-ateliers agricoles surgissaient du mauvais rapport de ces exploitations, de l'impossibilité de trouver du travail supplémentaire dans l'industrie, de l'exploitation abusive, faite par des commissionnaires, durant la vente des produits agricoles. Avec le temps, les paysans, en voulant améliorer leur situation financière, commençaient à organiser la vie économique de la campagne sous la forme coopérative. Cependant, ce mouvement n'avait pas de caractère massif, généralement à cause d'un niveau d'instruction très bas à la campagne, et surtout, à cause de la faible connaissance des principes du coopératisme. Cette situation décida les militants du mouvement populaire à se concentrer sur la propagande des lumières à la campagne. Les partis paysans indiquaient une liaison très étroite entre le niveau d'instruction de la campagne d'un côté et, la participation des paysans dans la vie sociale, économique et politique du pays, de l'autre. Cette question trouva son reflet dans les conceptions de

³ Mieszczankowski M.: *Struktura agrarna Polski międzywojennej* (La structure agraire de la Pologne du temps de l'entre-deux-guerres). PWN, Varsovie 1960.

⁴ *Ibid.*, p. 328.

⁵ *Młodzię sięga po pracę* (La jeunesse commence à travailler); par. l'Institut des Questions Sociales, Varsovie 1938, p. 161; voir: Poniatowski J.: *Przeludnienie rolnictwa w świetle krytyki* (Le surpeuplement de l'agriculture dans les critiques). Varsovie 1937, ainsi que *Bezrobocie wśród chłopów* (Le chômage parmi les paysans), IQS, Varsovie 1939, et. Gryta S.: *Położenie gospodarcze wsi* (La situation économique de la campagne). „Młoda Myśl Ludowa” nos 8—9, 1935.

programme de ces partis. L'analyse de ces conceptions nous offre de nombreuses propositions de la résolution des problèmes sociaux, économiques et politiques du pays. L'idée populaire, à cette époque-là, s'inscrit dans le courant des conceptions visant aux meilleurs chemins du développement de la Pologne, après le recouvrement de son indépendance, aux voies des changements et de la transformation du système politique polonais.

Parmi plusieurs problèmes que l'idée populaire embrasse, nous exposons, dans le présent article, la problématique économique à l'analyse de laquelle on a consacré peu d'attention dans toute la littérature existant sur l'histoire du mouvement populaire.

LA PROPRIÉTÉ DES MOYENS DE PRODUCTION

Le problème de la propriété est extrêmement important, car la propriété des moyens de production fondamentaux implique la forme du système économique du pays. Les programmes des partis paysans se concentraient sur la propriété de la terre. Généralement, ils proclamaient la suppression des grands domaines fonciers, le maintien des petites propriétés agricoles et la création des fondements de la propriété sociale. Il y avait cependant plusieurs conceptions des méthodes pour atteindre ce but-là.

Le programme du Parti Paysan Polonais Wyzwolenie (Libération), du 2 novembre 1918, postulait la socialisation de la terre, avec un certain paiement au tarif de l'état, au profit du bureau colonisateur d'état. La terre devait être réservée à l'agrandissement des petites fermes jusqu'à la superficie suffisant pour entretenir une famille, et, à la création de nouvelles fermes pour de coopératives ouvrières-paysannes.⁶ On proposait de racheter les forêts privées et de les rendre sous l'administration de l'état. Le PPP Wyzwolenie tâchait de diminuer le domaine de la propriété capitaliste et essayait de renforcer le rôle de l'état dans l'administration des moyens de production, d'où la postulation suivante: c'est à l'état de décider de la repartition des terres rachetées, et non pas à l'ancien propriétaire.

Le Parti Paysan Polonais Piast indiquait, à son tour, la nécessité non pas de l'expropriation mais de la parcellisation obligatoire des grands domaines fonciers au profit des petits propriétaires et de la population rurale sans terre. Le programme du parti, du 29 juin 1919, ainsi que les

⁶ Le programme du PPP Wyzwolenie (Libération), du 2 nov. 1918, dans: *Programy stronnictw ludowych. Zbiór dokumentów. (Les programmes des partis populaires. Recueil de documents)*; par Lato S., Stankiewicz W., PWN, Varsovie 1969, p. 148.

programmes suivants, proclamait que „la concentration des grandes superficies agricoles par un seul propriétaire ou par un seul possesseur est inadmissible”.⁷ En même temps on postulait la nationalisation des forêts (outre les forêts paysannes), le règlement des servitudes, le remembrement, l'amélioration foncière, etc. Cela avait pour but de „maintenir les fermes paysannes saines et vivaces”.⁸

Les paysans groupés dans le Parti Paysan Polonais de Gauche allaient encore plus loin. Dans le programme économique du 1 juin 1918, ils déclaraient nettement qu'il fallait absolument supprimer l'institution des propriétaires ecclésiastiques et laïques des grands domaines agricoles, moyennant l'expropriation obligatoire sans indemnité. Les terres prises à sa charge, l'état les devait attribuer „à la population rurale sans terre et aux petits exploitants, en voie de vente au bénéfice du trésor de l'état”.⁹ Les forêts, les mines et les eaux devaient passer à jamais à l'administration de l'état. Cela n'était pas nié même dans les programmes moins radicaux.

Selon le PPP Piast, la propriété privée était la base du système politique de la Pologne. Néanmoins, le parti n'excluait pas la nationalisation et la socialisation de „ces ateliers de production, dont la nationalisation et la socialisation seraient dans l'intérêt de l'état et de la nation, p.ex. les chemins de fer, les usines d'armements, etc.”¹⁰ Dans les programmes suivants le parti restait fidèle à cette idée.

Dans le domaine du règlement du système des relations agraires, on indiquait le besoin de créer, autour des villes, les colonies de maisons pour des ouvriers, artisans et intelligentsia travailleuse des villes, afin de leur assurer la possibilité de posséder une maison avec un jardin, ce qui assurerait aux cuvriers de „bonnes conditions de vivre”.¹¹

Presque dans tous les programmes, il y a une place à l'idée de la coexistence de la propriété privée et de celle de coopérative dans l'administration des moyens de production dans l'agriculture. Ce n'est que la mise de l'accent qui est différente. Ainsi, le PPP Piast favorisait les fermes familiales indépendantes autarciques, tandis que le PPP Wyzwolenie soulignait le rôle des coopératives, de la propriété de coopérative dans l'agriculture. Les programmes du PPP Wyzwolenie, de 1921 et de 1925, mettaient l'accent particulier sur la propriété sociale, la propriété de co-

⁷ *Materiały źródłowe do polskiego ruchu ludowego (Matériaux de source pour l'histoire du mouvement populaire polonais)*; t. II, 1918—1931, LSW, Varsovie 1967, p. 27.

⁸ *Ibid.*, p. 179.

⁹ Le programme du PPP de Gauche, du 1 juin 1919, dans: *Programy...*, p. 161.

¹⁰ Le programme du PPP Piast, du 15 fév. 1920, dans: *Programy...*, p. 178.

¹¹ *Ibid.*, p. 179.

opérative. Seulement l'industrie des armements, les chemins de fer, les voies navigables et les forêts devaient devenir la propriété d'état.

Le Parti Paysan Radical, bien qu'il fût d'avis que la propriété privée était la base du système social de la Pologne, indiquait déjà dans le programme du 2 juillet 1922 le besoin de supprimer les grands domaines fonciers de la noblesse, moyennant le rachat de ces propriétés par l'état et l'attribution du terrain agricole aux paysans, en expliquant ces démarches par l'intérêt social, par la nécessité de compenser aux paysans les injustices historiques, ainsi que par des égards économiques (la production relativement plus grande dans les fermes paysannes que dans les exploitations de coopérative ou celles d'état). Le PPR proposait de laisser 100 arpents de terre à chacun des propriétaires fonciers pour les persuader à créer des usines et à développer l'agrotechnie.¹²

En ce qui concerne la superficie qu'on leur voulait laisser, les opinions étaient variées. Quand même, c'est le critère de l'exploitation autarcique n'utilisant pas de main-d'oeuvre importée, c.-à-d. de l'exploitation familiale, qui prenait le dessus. Ce type d'exploitation devait dominer la structure agricole du pays après la remise en possession des petits exploitants jusqu'à la possession de 30 hectares dans les régions industrielles et de 60 hectares dans les autres.¹³

Dans le programme de 1922, le PPR accentuait le besoin de l'existence des prix bas de la terre, et, celui de l'aide créditrice de l'état. Le programme de l'Union Paysanne, du 11 mai 1924, montrait la nécessité de supprimer les grands domaines fonciers de la noblesse et du clergé, moyennant l'expropriation obligatoire sans indemnité. Les paysans, avant tout privés de terre et les petits exploitants, devaient acheter la terre à leur propre compte à titre des paiements à long terme au profit du trésor de l'état. Les forêts, les eaux et les mines devaient devenir la propriété d'état, avec cette restriction que la priorité dans leur exploitation devait être attribuée aux compagnies coopératives.¹⁴

Vers la fin des années '20, l'idée de l'expropriation sans indemnité des grands exploitants fonciers devenait de plus en plus populaire; les acheteurs devaient régler, au profit de l'état, des sommes échelonnées à long terme (à quelques dizaines d'années). Le fonds ainsi créé devait être destiné par l'état au développement des petites exploitations.¹⁵ Un tel point de vue fut représenté, vers la fin des années '20, par le PPP Wyzwolenie, le Parti Paysan Indépendant, le Parti Paysan, l'Union des Paysans

¹² Le programme du PPR, du 2 juillet 1922, dans: *Programy...*, p. 208 et suiv.

¹³ Le programme du PPF Wyzwolenie, du 16 mars 1925, dans: *Programy...*, s. 237.

¹⁴ Le programme de l'Union Paysanne, du 11 mai 1924, dans: *Programy...*, p. 223.

¹⁵ Le programme du PPP Wyzwolenie, du 16 mars 1925, dans: *Programy...*, p. 238.

de Gauche Entraide, et, encore auparavant, par le PPP de Gauche.¹⁶ Le problème de l'indemnisation des propriétaires expropriés était à cette époque-là „une pierre de touche de la radicalité des partis paysans”.¹⁷

Le Parti Paysan Indépendant proclamait la nécessité de la création non pas des bureaux d'état s'occupant de la parcellisation de la terre, mais des commissions paysannes, formées dans ce but-là.¹⁸ Si ces commissions considéraient certaines exploitations de grande superficie comme modèles, ces exploitations pourraient être socialisées sans être réparties. Ce n'était que le Parti Paysan Polonais Piast qui était d'avis, jusqu'à la fin des années '20, que les anciens possesseurs devaient être indemnisés en compensation des terres prises à la charge par l'état.¹⁹

Le PPP Piast montrait la nécessité de créer les exploitations agricoles autarciques, moyennant la parcellisation des grandes exploitations foncières. D'autres partis soulevaient seulement la question de l'attribution des terres aux petits exploitants et à la population rurale sans terre. Certains partis, comme p.ex. le PPP Wyzwolenie, montraient le besoin de renforcer ces exploitations, moyennant la création des coopératives d'agrotechnie, etc.

En étudiant les conceptions de la propriété dans les programmes du mouvement paysan, nous remarquons certaines différences dans les opinions sur les moyens, les chemins et les méthodes de la réalisation d'évidentes tâches économiques et sociales qui ont apparu devant la nation polonaise après le recouvrement de l'indépendance en 1918. Ces différences rendaient plus difficile l'élaboration d'un homogène programme commun des partis paysans. Cependant, ce n'était que dans les années '30 que la situation changea. Le développement de la conscience des masses paysannes, l'instable situation sociale, économique et politique à l'intérieur du pays, ainsi qu'à l'étranger, contribuaient au développement des tendances unificatrices. Une solution favorable de ce processus fut apportée par le Congrès Unificateur, du 15 mars 1931, durant lequel les partis paysans les plus importants s'unirent en un parti nommé le Parti Populaire, dont les programmes suivants essayaient de dresser un compromis entre les propositions antérieures très variées.

En ce qui concerne la propriété des moyens de production, et surtout celle de la terre, le programme du Parti Populaire, de 1931, embrassait des opinions assez prudentes, ce qui résultait des influences très fortes

¹⁶ Voir: Kulwicki E.: *Koncepcje społeczno-ekonomiczne ruchu ludowego w latach 1918—1931 (Les conceptions socio-économiques du mouvement populaire dans les années 1918—1931)*. LSW, Varsovie 1971.

¹⁷ *Ibid.*, p. 104.

¹⁸ Le programme du PPI, du 20 nov. 1925, dans: *Programy...*, p. 250.

¹⁹ Le programme du PPP Piast, du 29 nov. 1926, dans: *Programy...*, p. 271.

d'anciens membres du PPP Piast.²⁰ Ce n'était que le programme de 1935 qui proclamait nettement: „les grands propriétaires agricoles doivent être expropriés sans indemnité”.²¹ La suppression des grands domaines fonciers devait créer de favorables conditions pour la création de fortes fermes-ateliers d'agriculture autarciques, basant sur la propriété privée, mais fonctionnant conformément au principe de la justice sociale. Dans les fermes familiales où on n'engage pas de main-d'oeuvre importée, la propriété des moyens de production n'est pas le fondement de l'exploitation abusive de l'homme par l'homme. Le programme du Parti Populaire ne limitait pas la superficie d'une telle ferme, comme les partis paysans essayaient de le faire dans les années '20. Il indiquait seulement la nécessité de la différenciation de superficie, dans la possession de la terre, selon les conditions naturelles et économiques.³²

Outre la propriété privée, on prévoyait l'existence de la propriété de groupe, de coopérative (surtout dans le domaine de la mécanisation de l'agriculture, celui de l'agrotechnie, celui de l'achat et de la vente, etc.).

En général, on ne prévoyait pas l'existence des coopératives de production dans l'agriculture. Dans le débat sur cette question, qui a trouvé son reflet dans les colonnes de la presse populaire, nous avons affaire à de différents points de vue.²³ Les opinions prépondérantes trouvaient leur reflet dans les programmes officiels des partis paysans. La plupart des programmes étaient en général contre la socialisation des ateliers d'agriculture, car on craignait l'échec à la réalisation de cette conception.

Stanislas Miłkowski, représentant très éminent de l'agrarisme polonais, constata: „dans les conditions polonaises où il n'y a plus de terre et où il y a un surplus de main-d'oeuvre, la tâche économique la plus importante consiste à atteindre la production maximale d'un hectare, tandis que les frais de production ont une signification secondaire. Dans cette situation, la petite ferme montre sa supériorité sur la grande exploitation agricole. Les coopératives diminueraient la production, de plus,

²⁰ Le programme du PP, du 15 mars 1931, dans: *Programy...*, p. 303.

²¹ Le programme du PP, du 8 déc. 1935, dans: *Programy...*, p. 315.

²² *Ibid.*

²³ Voir: Młodożeniec S.: *W poszukiwaniu chłopskiego programu (A la recherche du programme paysan)*. „Młoda Myśl Ludowa” n° 4—5, 1935; Miłkowski S.: *Dookoła sprawy rolnej (Autour de la question agraire)*. „Młoda Myśl Ludowa” n° 6, 1935; Miłkowski S.: *Ku rozwiązaniu sprawy rolnej w Polsce (Visant à résoudre la question agraire en Pologne)*. „Wici” n° 23, du 9 juin 1935; Poleszczuk M.: *Właściwa droga wsi do dobrobytu (Le vrai chemin de la prospérité de la campagne)*. Varsovie 1934, et; Poleszczuk M.: *Zagadnienie spółnot w rolnictwie (La question des communautés dans l'agriculture)*. „Młoda Myśl Ludowa” n° 4, 1934; Kasperek N.: *Parcelizacja czy uspołecznienie (La parcellisation ou la socialisation)*. „Młoda Myśl Ludowa” n° 3, 1935.

elles deviendraient bureaucratiques".²⁴ Le sentiment de posséder, ressenti par les paysans, assure la productivité plus grande. La socialisation des ateliers d'agriculture peut être une bonne solution seulement dans ces pays qui „ont un surplus de terre par rapport au nombre de population rurale, ou bien, qui peuvent placer un certain nombre d'habitants de la campagne dans d'autres ateliers de production".²⁵ Miłkowski et d'autres représentants de l'agrarisme soulignaient l'existence d'une spécificité de la production agricole et ses différences en comparaison de la production industrielle. D'où vient, affirmaient-ils, que „ni collectif ni métairie ne peuvent avoir cette supériorité sur la ferme individuelle du paysan que le grand atelier d'industrie la possède sur le petit atelier artisanal.”²⁶ On indiquait un grand rôle du facteur psychique dans la production agricole, c.'-à-d. avant tout, de la liaison émotive de l'agriculteur avec son atelier de travail, avec la terre. On considérait l'exploitation individuelle la forme de l'exploitaiton agricole la plus conforme à la nature de l'homme. On avait égard aussi à la nécessité d'unir et de renforcer ces exploitations par un réseau d'organisations de coopérative.

En prenant la propriété privée pour la base du système agraire, on tolérait néanmoins, dans une certaine mesure, l'exploitation commune. Le manque de capitaux nécessaires à créer de nouveaux ateliers d'agriculture, à part le manque de terres, contribuait au fait que dans le débat sur les problèmes de la réforme agraire, on proposait le passager travail commun des petits fermiers et de la population rurale sans terre sur les terres d'anciennes métairies, et, la création des fermes individuelles au fur et à mesure du développement économique des coopératives.²⁷ On admettait la nécessité de la coopération de différentes formes d'exploiter et leur complémentarité réciproque. On affirmait: „autant les petites exploitations que les grandes exploitations agricoles ont leurs traits positifs qui se complémentent à présent — il faut admettre que le développement de la future structure agraire se passe sur deux plans, et notamment sur le plan de l'agriculture individuelle (la culture à une très grande intensité, l'élevage, etc.), ainsi que sur le plan de l'agriculture socia-

²⁴ Miłkowski S.: *Czy spółnoty rolne byłyby zbawieniem dla wsi (Les communes agricoles, seraient-elles le sauvetage de la campagne)*. „Zielony Sztandar” n° 2, du 6 jan. 1935, et n° 3, du 13 jan. 1935.

²⁵ Miłkowski S.: *Agraryzm jako forma przebudowy ustroju społecznego (L'agrarisme comme une forme de la transformation du système social)*, Cracovie 1934, p. 32.

²⁶ J. Gr.: *Chłopskie gospodarstwo (L'exploitation agricole paysanne)*, „Zielony Sztandar” n° 2, du 10 jan. 1937.

²⁷ Miłkowski S.: *Czy spółnoty...* „Zielony Sztandar” n° 2, du 6 jan. 1935, et n° 3, du 13 jan. 1935.

lisée (la production céréalière).”²⁸ Néanmoins, cela nécessita une préparation convenable, une bonne éducation des citoyens et, des transformations non seulement dans l’agriculture, mais dans toute l’économie du pays.

LE COOPÉRATISME

L’idée du coopératisme exerça une forte influence sur les conceptions populaires.²⁹ Cela trouva son reflet tant dans les programmes des partis paysans à la période de l’entre-deux-guerres (et auparavant) que dans l’activité pratique de ces partis. Les activités des militants ruraux fidèles à cette idée suivaient l’idée du coopératisme.

Pendant, à cause de la désintégration du mouvement populaire, la tactique des partis paysans envers l’idée du coopératisme était incoordonnée, également comme dans le cas du problème de la propriété des moyens de production. Cette tactique ne se concrétisa qu’après l’unification du mouvement paysan (en 1931).

Au début des années '20 le programme du PPP Wyzwolenie proclamait le besoin d’organiser les coopératives agricoles paysannes pour faciliter aux agriculteurs l’utilisation du „bénéfice des machines, des outils et des installations techniques perfectionnés”.³⁰ Outre la mécanisation, la forme coopérative devait embrasser beaucoup d’autres domaines de l’économie comme p.ex. le mouvement des produits, l’agrotechnie, etc. On mettait un grand espoir dans les banques populaires qui devaient financer la petite agriculture et l’industrie liée avec elle. Le PPP Piast montrait un rôle tout à fait particulier du commerce coopératif.³¹ On remarquait de plus en plus nettement le besoin de réunir les forces en forme du système économique coopératif. Le programme du PPP Wyzwolenie, du mois de mars 1925, en consacrant au coopératisme un paragraphe à part, mettait en relief un grand rôle du système coopératif dans la vie sociale et économique de la campagne. Il indiquait la nécessité d’organiser les sociétés coopératives de crédit, celles d’achat et de vente, et d’autres.³²

Le Parti Paysan Indépendant soulevait la question de l’autonomie des

²⁸ Miłkowski S.: *Agraryzm...* p. 57.

²⁹ Voir: Trocka H.: *Polski ruch ludowy a spółdzielczość w latach 1918—1931* (*Le mouvement populaire polonais et le coopératisme dans les années 1918—1931*). „RDRL” n° 9, 1967; Trocka H.: *Spółdzielczość w programach i polityce polskich stronnictw ludowych do 1939* (*Le coopératisme dans les programmes et dans la politique des partis paysans polonais, jusqu’à 1939*). Varsovie 1969.

³⁰ Le programme du PPP Wyzwolenie, du 6 mars 1921, dans: *Programy...*, p. 187.

³¹ Le programme du PPP Piast, du 20 nov. 1921, dans: *Programy...*, p. 204.

³² Le programme du PPP Wyzwolenie, du 16 mars 1925, dans: *Programy...*, p. 244.

coopératives paysannes. La question était de ce qu'elles ne prenaient pas la forme d'une entreprise d'état et de ce qu'elles satisfaisaient les intérêts du paysan.³³

Tous les programmes des partis paysans exposaient un grand rôle des sociétés coopératives de crédit, qui devaient servir au petit exploitant d'argent comptant nécessaire à l'exploitation, ainsi qu'au développement de la ferme, et, qui devaient libérer le petit exploitant des mains des usuriers.³⁴ Les revenus de l'agriculteur ainsi que ceux du consommateur dans la ville étaient considérablement diminués par des commissionnaires en marchandises. C'est pourquoi, dans l'intérêt de l'un et de l'autre était d'organiser l'achat et la vente selon les principes du coopératisme. Cela trouva son net reflet dans les programmes des partis paysans. Le programme du PPP Piast, du mois de novembre 1926, montra le besoin „d'établir une législation convenable, favorisant sous tous les rapports le développement du coopératisme paysan de commerce et d'instruire systématiquement le personnel professionnel, technique et commercial”.³⁵ Le problème de l'instruction du personnel pour des coopératives fut l'objet du soin particulier de jeunes militants ruraux. Les programmes de l'Union de la Jeunesse Rurale Wici (Signes de convocation de l'arrière-ban) et l'activité concrète sur ce champ-là manifestèrent ce soin.³⁶

Généralement, les programmes du mouvement populaire mettaient leur espoir dans le coopératisme qui devait compenser les inconvénients techniques, économiques et les défauts d'organisation de l'agriculture individuelle, faciliter le progrès de l'agriculture, englober l'achat et la vente ainsi que l'agrotechnie, etc. Dans l'avenir, un nouveau système économique et de la vie commune des hommes devait naître à la base „de l'union harmonieuse des éléments individuels et collectifs”.³⁷

Les programmes paysans soulignaient le besoin de suivre les principes de l'union volontaire des paysans, en collaboration économique. Cela devait garantir la solidité et l'utilité sociale de la socialisation sous la forme coopérative. Par cette voie, on visait à la transformation des forces paysannes, assez dispersées, „en fortes organismes économiques”.³⁸

³³ Le programme du PPI, du 20 nov. 1925, dans: *Programy...*, p. 251.

³⁴ *Ibidem*.

³⁵ Le programme du PPP Piast, du 29 nov. 1926, dans: *Programy...*, p. 275.

³⁶ Miłkowski S.: *O nowy ustrój społeczno-gospodarczy* (Pour établir le nouveau système socio-économique). „Zielony Sztandar” n° 23, du 31 mai 1936.

³⁷ Miłkowski S.: *Walka o nową Polskę* (Combat pour la nouvelle Pologne). Varsovie 1936, p. 35; voir: les procès-verbaux des Congrès Généraux de l'Union de la Jeunesse Rurale à Lvov, „Roczniki Dziejów Ruchu Ludowego” n° 10, 1968, p. 504.

³⁸ Miłkowski S.: *W obronie spółdzielczości* (A la défense du coopératisme). „Wici” n° 8, du 21 fev. 1937.

Le coopératisme devait entrer systématiquement dans tous les domaines de la vie sociale et culturelle, en créant un nouveau système économique. On décida ainsi au Congrès du Parti Populaire en 1933 et le Congrès de 1935 confirma ce point de vue.³⁹

On voyait en coopératisme le chemin de la prospérité, de l'agrandissement de la force économique des paysans, et, par cela, de leur mise en valeur dans la hiérarchie sociale et politique. On soulignait que cela

— doit être la forme d'organisation de la vie économique résultant des besoins et des désirs des paysans,⁴⁰

— doit être un mouvement se caractérisant par sa complexité.

Outre les sociétés coopératives d'achat et de vente, il fallait créer les sociétés coopératives de crédit, c.-à-d. les caisses coopératives qui supprimeraient l'usure à la campagne, les sociétés coopératives de consommation et celles d'agrotechnie.

Les postulations plus détaillées concernaient le problème de la localisation des coopératives. Les sociétés coopératives de consommation devaient être organisées dans chaque village, les coopératives agro-commerciales, dans les villages concentrant la vie économique et commerciale d'un certain territoire (dans le chef-lieu du district), et, les coopératives d'agrotechnie, près des terrains-sources des fruits agricoles.

Pour garantir la réalisation des directions de la socialisation sous la forme coopérative proposées, on réfléchit sur des moyens financiers. On élaborait une résolution qui réclamait la création „du capital d'indépendance économique de la campagne”, en disposition des coopératives paysannes. L'état devait aider dans la création de ce fonds. Sa destination serait de couvrir les frais de la mise en oeuvre des silos à céréales, laiteries, chambres froides, abattoirs, centrales du travail à domicile, institutions de crédit, stocks de marchandises à l'équipement des exploitations agricoles, etc.⁴¹

Bien que les cas des échecs des coopératives suscitant la méfiance dans la réalisation de l'idée du coopératisme, ses enthousiastes voyaient en elle l'unique voie de la prospérité de la campagne. Ils expliquaient aux critiques de cette forme d'exploiter, qu'ils n'avaient pas aperçu la vraie cause de la banqueroute. Ils soulignaient l'équité de cette idée, et, ils indiquaient les fautes dans les méthodes d'organisation, causant souvent l'échec des coopératives. Ils rejetaient la faute sur un niveau d'instruction très bas des coopérateurs. C'est pourquoi, surtout dans les pro-

³⁹ Le programme du PP, du 8 déc. 1935, dans: *Programy...*, p. 313 et suiv.

⁴⁰ Morycz J.: *Ruch spółdzielczy a demokracja (Le mouvement coopératif et la démocratie)*. „Zielony Sztandar” n° 62, du 18 déc. 1936.

⁴¹ Duszyńska A.: *Jakie spółdzielnie potrzebne są na wsi (Quelles coopératives sont nécessaires à la campagne)*. „Wici” n° 31, du 23 juillet 1939.

crammes de l'Union de la Jeunesse Rurale de la République Polonaise Wici, il y avait de perpétuelles postulations d'éduquer la société dans un esprit de coopératisme.⁴² On soulignait la nécessité d'instruire et d'éduquer constamment les coopérateurs, ainsi que la nécessité d'exercer un contrôle social prévenant les abus.⁴³

Les institutions qui naissaient devaient satisfaire de nombreux besoins du milieu. Dans ce but-là, il fallait réaliser nécessairement trois conditions fondamentales suivantes:

- l'instruction économique de la société,
- la préparation professionnelle et idéologique de la direction et du conseil d'administration,
- une bonne instruction des travailleurs de la coopérative.

D'abord, il fallait connaître l'idéologie du coopératisme, ainsi que son esprit, ses lois et ses règles, puis, les actions visant à sa réalisation pratique.⁴⁴ En propageant l'idée du coopératisme, le mouvement populaire préférait, surtout dans la deuxième moitié des années '30, les formes d'activité collectives dans de nombreux domaines de la vie.

L'ORGANISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE DU PAYS

Même si la problématique agraire dominait les programmes du mouvement populaire, on n'y passait pas sous silence la question du développement de l'industrie, généralement sous l'aspect de la suppression du chômage et de l'agrandissement du marché de vente. On préférait l'industrie liée à la production agricole. Le programme du PPP Piast, de 1919, ainsi que les programmes suivants, soulignait le besoin du développement synchrone de l'industrie et de l'agriculture. Dans le domaine de l'industrie, on favorisait avant tout l'industrie de ménage et l'agrotechnie.⁴⁵

Les programmes du PPP Wyzwolenie manifestèrent un appui tout à fait particulier à la petite industrie populaire et à l'agrotechnie s'appuyant sur des ressources autochtones. On proposait d'organiser l'agrotechnie et l'industrie populaire selon les principes du coopératisme. À l'état, on confiait l'aide de crédit et le contrôle général dans l'intérêt

⁴² Déclaration socio-économique de l'UJR de la Rép. Pol. „Wici”, du 23 oct. 1933, dans: *Programy...*, p. 449, et, Les principes socio-économiques de l'UJR de la Rép. Pol. „Wici”, du 28 oct. 1935, dans: *Programy...*, p. 450 et suiv.

⁴³ *Potrzeba żywszej kontroli w spółdzielniach (Le besoin du contrôle plus actif dans les coopératives)*; (art. de la réd.), „Zielony Sztandar” n° 29, du 30 août 1931.

⁴⁴ *Do pracy spółdzielczej trzeba się przygotować (Il faut se préparer au travail coopératif)*; (art. de la réd.), „Wici” n° 21, du 16 fév. 1937.

⁴⁵ Le programme du PPP Piast, du 29 juin 1919, dans: *Programy...* p. 166.

de la société.⁴⁶ Les laiteries, les abattoirs, les sucreries et d'autres établissements coopératifs devaient contribuer non seulement à l'industrialisation de l'agriculture, mais supprimer aussi le surpeuplement de la campagne. A l'état, on confiait seulement les industries extractives et l'industrie des armements.

Les conceptions de programme du développement de l'industrie n'eurent un caractère plus distinct qu'après le Congrès Unificateur des partis paysans, de l'année 1931. Le programme uniformisé indiquait l'existence des liaisons étroites entre l'agriculture et d'autres domaines de l'économie, d'où résultait la nécessité des transformations complexes. Le problème fondamental consistait à formuler et à accepter, dans un programme, les formes de la propriété des moyens de production dans l'industrie. Dans la discussion sur cette question, il y avait de différentes opinions. Beaucoup de gens se déclaraient pour l'étatisation, d'autres pour le coopératisme; il y avait aussi de rares voix pour le maintien de la propriété privée des usines et des mines. Pourtant, l'idée de la socialisation dominait.⁴⁷ Les adversaires de l'étatisation craignaient l'accroissement de l'appareil bureaucratique dont les frais d'entretien constitueraient un grand fardeau pour la société. On considéra comme une solution meilleure la propriété des groupes sociaux organisés, tels que l'autonomie, la coopérative. On croyait qu'on éviterait ainsi la diminution du rendement du travail qui pourrait se passer après la mise en oeuvre de l'étatisation totale.

Le programme populaire de 1935, considéré le plus radical, proclama: "le coopératisme qui va libérer l'activité économique, individuelle et collective, doit devenir le fondement de l'économie du nouveau système politique".⁴⁸ Dans l'industrie, on prévoyait la forme coopérative avant tout pour la petite et la moyenne production. L'industrie populaire avait pour but d'améliorer la condition paysanne. Le but du développement de l'industrie était d'agrandir le marché de vente des produits agricoles. La tâche la plus importante que l'on posait devant l'industrie, c'était la suppression du chômage, l'absorption du surplus de main-d'oeuvre rurale.⁴⁹ Il s'agissait de serrer le frein au processus d'un violent morcelle-

⁴⁶ Le programme du PPP Wyzwolenie, du 16 mars 1925, dans: *Programy...*, p. 239.

⁴⁷ Le programme du PP, du 6 nov. 1933, dans: *Programy...*, p. 315.

⁴⁸ Dylak B.: *Stanowisko stronnictw chlopijskich w kwestii uprzemysłowienia w świetle programów 1895—1946 (L'opinion des partis paysans sur la question de l'industrialisation dans les programmes des années 1895—1946)*. „RDRL” n° 13, 1971, p. 23.

⁴⁹ Miłkowski S.: *Walka...*, p. 41. Miłkowski S.: *Czy tylko reforma rolna (Seulement la réforme agricole?)*. „Wici” n° 3, 1937, du 17 jan. 1937. Kisie-

ment des exploitations agricoles. Pour que ces postulations pussent être réelles, les programmes populaires préféraient ces domaines qui ne nécessitaient pas de grandes mises de fonds et, qui engageaient plus de main-d'oeuvre et de ressources locales.⁵⁰ Pour cette raison-là, on favorisait l'agrotechnie, l'industrie manufacturière, et puis, l'industrie minière et celle des armements.⁵¹

La réalisation des postulations formulées dans les programmes exigeait la mobilisation de toutes les forces et de tous les moyens dans les cadres d'une organisation méthodique de la vie économique. Les programmes des partis paysans annonçaient déjà dans les années '20 les postulations, encore incohérentes, pas précises, montrant la nécessité de la planification. Cela se réfère surtout au PPP Wyzwolenie. Le PPP Piast, à cause de sa forte position dans le gouvernement, propageait les idées moins radicales, plus modérées, et, favorisait le libéralisme économique.⁵²

Dans les années de la grande crise économique mondiale, le problème de l'économie planifiée, c'était la question essentielle des débats sur le programme. La nécessité de la planification était évidente, on discutait seulement sa forme et ses cadres.

D'un côté, dans le programme paysan il y avait des postulations adressées au gouvernement, de fixer le plan économique général qui accentuerait le développement de l'agriculture, et de l'autre, il y avait des craintes de l'intervention économique trop grande de l'état.⁵³; d'où provenaient les opinions annonçant que l'état pouvait adhérer activement à la vie économique, l'initier et la régler seulement au moment où le cours de cette vie „s'écarterait du principe de la justice sociale et entretrait dans la sphère de l'exploitation abusive”.⁵⁴ La restriction des fonctions de l'appareil d'état résultait des craintes de la bureaucratie. On proposait donc d'autonomes formes de la vie socio-économique.⁵⁵ L'autono-

lewski T.: *Idea sprawiedliwości w polskim ruchu ludowym (L'idée de la justice dans le mouvement populaire polonais)*. „Wies Współczesna” n° 12, 1970, p. 93.

⁵⁰ Styś W.: *Rolnictwo a uprzemysłowienie (L'agriculture et l'industrialisation)*. „Wies i Państwo” n° 1, 1938, p. 10.

⁵¹ Le programme du PP, du 15 mars 1931, dans: *Materiały źródłowe do historii polskiego ruchu ludowego (Matériaux de source pour l'histoire du mouvement populaire polonais)*. T. III, Varsovie 1936, p. 21.

⁵² Gurnicz A.: *Program gospodarczy ruchu chłopskiego w okresie drugiej niepodległości Polski (Le programme économique du mouvement paysan durant la période de la deuxième souveraineté de la Pologne)*. Annales UMCS, s. G. vol. V, 4, 1958, imp. 1959, p. 101.

⁵³ Miłkowski S.: *Agraryzm...*, p. 47.

⁵⁴ *Ulotki partii chłopskich w Polsce. 1895—1939. (Feuilles volantes des partis populaires en Pologne. 1895—1939.)* Varsovie 1971, p. 384.

⁵⁵ Le programme du PP, du 15 mars 1931, dans: *Materiały...*, t. III, pp. 15—16.

mie devait faciliter la réalisation du programme économique et garantir aux paysans leur participation à la construction du nouveau système socio-économique.⁵⁶

On confiait aux autonomies la résolution de nombreux problèmes sociaux et économiques, tels que l'accroissement de la production agricole par le développement des cultures spéciales (à utiliser dans l'agrotechnie) et de l'élevage, ainsi que par l'organisation de l'agrotechnie et de la vente des produits agricoles et la création des postes de travail à la campagne par le développement de l'industrie populaire, des travaux routiers, des améliorations agricoles, etc. Les autonomies devaient s'occuper de la question de la santé des habitants de la campagne, donc, avant tout, de la création des dispensaires et de la propagande des principes d'hygiène. On posait, devant l'autonomie, de grandes tâches dans le domaine de l'éducation et de la culture (l'organisation des bibliothèques publiques, la construction des écoles, l'organisation des cours d'hiver, des cours de formation professionnelle, etc.).

Les difficultés dans le financement de cette vive activité des autonomies décidèrent de la remise de ces postulats à plus tard et du retour à un interventionnisme tempéré de l'état. Il s'agissait avant tout d'une bonne politique financière de l'état, visant à élever le niveau de développement de l'agriculture (la lucrativité de la production agricole, des prix relatifs, des réductions). L'aide à l'agriculture se liait étroitement aux problèmes de "l'assainissement" de toute l'économie, et cela nécessitait une action très complexe s'appuyant sur un plan rationnel.⁵⁷ Les programmes populaires soulignaient le besoin d'embrasser la totalité des problèmes économiques et sociaux d'un plan homogène, rationnel.⁵⁸

La crise prouva que la planification visant à satisfaire les besoins de la société devait remplacer la spontanéité dans l'activité économique.⁵⁹ On croyait que l'économie planifiée devrait résoudre le problème du chômage, très grave à cette époque-là. A cause de la coexistence de multiples formes de la propriété, dans les programmes on prévoyait de diverses sphères de la planification, surtout en matière de l'agriculture et de l'industrie. Dans l'industrie, où la production est plus mesurable et, généralement indépendante du facteur „nature", le plan peut être plus concret, tandis que dans l'agriculture, il doit créer seulement les cadres géné-

⁵⁶ Voir: Łuczak A.: *Samorząd terytorialny w programach i działalności stronnictw ludowych 1918—1939* (L'autogestion territoriale dans les programmes et l'activité des partis populaires 1918—1939). Varsovie 1977.

⁵⁷ Mirwiński J.: *Jedyna droga* (L'unique chemin). „Zielony Sztandar" n° 26, du 21 juin 1936.

⁵⁸ Le programme du PP, du 7 déc. 1935, dans: *Materiały...*, t. III, p. 251.

⁵⁹ Miłkowski S.: *Agraryzm...*, p. 47.

raux; donc, il doit „faire accomoder la production agricole à de certains besoins et l'administrer selon les critères admis, faire introduire la réglementation, la division en zones et la spécialisation de la production agricole, et par cela, causer un changement du système et de la méthode d'administrer.”⁶⁰

La constatation de la nécessité de l'existence de l'économie planifiée impliquait une nette détermination du rôle de l'état dans l'économie du pays. Les programmes populaires ne confiaient pas la direction du système de l'économie planifiée à l'administration d'état, mais aux organisations créées par la société. Cela résultait des craintes de la bureaucratization de la vie économique.

La Haute Chambre d'Economie, où s'assiéraient les représentants des coopératives, des syndicats et de l'autogestion territoriale, devait remplir le rôle du planificateur central du futur système économique organisé selon les principes de l'autogestion.⁶¹ La tâche de la Chambre était de travailler le plan économique et de veiller sur sa réalisation, et par cela, sur tout le système économique, tout en ayant soin d'harmoniques proportions entre les branches de l'économie et du maintien de l'équilibre économique.⁶²

On confiait à l'état seulement la surveillance générale et le contrôle sur la régularité du fonctionnement de l'économie.

* * *

Les conceptions du système économique, qui trouvèrent une place très importante dans les programmes paysans, étaient étroitement liées à la situation économique et politique du pays, et en particulier, à la situation de la campagne et de l'agriculture à cette époque-là.

Les résolutions de programme sont la preuve du grand soin que les militants du mouvement populaire ont mis aux problèmes économiques, sociaux et politiques du pays. Ces derniers problèmes ont été étudiés dans de nombreux travaux sur l'histoire du mouvement populaire en Pologne. Cependant, on a consacré trop peu d'attention aux conceptions éco-

⁶⁰ *Ibid.*, p. 48. Voir: Les résolutions du Congrès Général de l'UJR de la Rép. Pol., La déclaration socio-économique de l'Union, du 27—28 oct. 1935, dans: *Materiały...*, t. III, p. 234, ainsi que Dylak B.: *Stanowisko stronnictw chłopskich w kwestii uprzemysłowienia w świetle programów 1895—1945* (L'opinion des partis paysans sur la question de l'industrialisation dans les programmes des années 1895—1945), „RDRL” n° 13, 1971.

⁶¹ Łuczak: *op. cit.*, p. 245.

⁶² Les résolutions du Congrès Général de l'UJR de la Rép. Pol., La déclaration socio-économique de l'Union, dans: *Materiały...*, t. III, p. 235, ainsi que Miłkowski S.: *Walka...*, p. 56.

nomiques résultant de ce mouvement-là. Dans le présent article, on a essayé de démontrer combien d'intéressantes conceptions de la question socio-économique embrassent les programmes populaires. Certaines d'entre elles sont une précieuse contribution au développement de l'idée socio-économique polonaise.

Souvent, nous découvrons, paraît-il, de nouveau, les conceptions politiques oubliées et, nous constatons que le temps les a mises en valeur. Parmi ces conceptions il y en a une, propagée par les agraristes, de la domination, dans les conditions de l'agriculture polonaise, des exploitations du type familial s'appuyant sur un réseau d'institutions coopératives s'occupant de la mécanisation, de l'achat, de la vente et de l'agrotechnie. Cette conception, changée par de nouvelles conditions du développement de la campagne et de l'agriculture en Pologne, est renée au début des années '80.

STRESZCZENIE

Myśl ludowa II Rzeczypospolitej włącza się w nurt rozważań nad problemami społecznymi, gospodarczymi oraz politycznymi i poszukiwań najwłaściwszych dróg rozwoju Polski. Treść koncepcji zawiera dyskusja na łamach prasy ludowej i oficjalne dokumenty programowe stronnictw chłopskich. Eksponują one wprawdzie problemy agrarne, tym nie mniej ogarniają całość zagadnień ekonomicznych i społeczno-politycznych kraju. Wiele uwagi poświęcają sprawie własności środków produkcji zarówno w rolnictwie, jak i w przemyśle oraz pozostałych dziedzinach. W programach dominuje koncepcja własności prywatnej typu rodzinnego w rolnictwie i własności grupowej, spółdzielczej w przemyśle drobnym i przetwórczym oraz upaństwowienia lasów, kopalń, przemysłu zbrojeniowego itp.

Zagadnienia ekonomiczne wiązano z problematyką społeczną, w tym szczególnie z kwestią bezrobocia. Pod kątem jej rozwiązania formułowano postulaty programowe. Analiza programów stronnictw chłopskich dostarcza wielu ciekawych koncepcji. Do niektórych z nich warto wrócić i dziś w dobie kryzysu społecznego.

РЕЗЮМЕ

Крестьянское движение в буржуазной Польше включается в споры, касающиеся общественных, экономических и политических проблем, а также поисков оптимальных путей развития страны. Концепция крестьянских партий демонстрировалась на страницах крестьянской печати и в официальных программных документах партий. В них особо выделены аграрные вопросы, но тем не менее, они охватывают весь комплекс экономических и общественно-политических проблем страны. Большое внимание уделено вопросу о собственности на средства производства, как в сельском хозяйстве, так и в промышленности, а также в других отраслях экономики. В программах преобладает концепция частной собственности семейного типа в сельском хозяйстве

и групповой, кооперативной собственности в мелкотоварной и перерабатывающей промышленности. Предлагается национализация лесов, шахт, военной промышленности и т. п.

Экономические вопросы связывались с общественными, в особенности с проблемой безработицы. С точки зрения возможностей решения этой проблемы формулировались программные постулаты. Анализ программ крестьянских партий выявляет многие интересные концепции. К некоторым из них стоило бы обратиться и сегодня, в годы общественного кризиса.